

18 février 2016

Bidonvilles de Wissous : l'évacuation signera l'arrêt net du processus d'intégration

Déjà expulsées d'autres bidonvilles d'Ile de France, plus de 150 familles roms et roumaines se sont installées à Wissous (Essonne) l'été dernier. Depuis, avec l'aide des bénévoles du collectif Romeurope Antony-Wissous, elles tentent de faire valoir leurs droits : scolarisation des enfants, domiciliation, accès aux soins...

Pourtant l'hostilité du maire de la commune ne leur a guère laissé de répit ; il leur a refusé : les transports scolaires, l'approvisionnement en eau, les sanitaires, la collecte des déchets - ce qui ne l'empêchera pas d'invoquer l'insalubrité des terrains pour prendre un arrêté d'expulsion en octobre dernier.

La domiciliation, clé de l'insertion car elle permet l'accès aux droits (santé, travail), leur a aussi été refusée par le maire de Wissous, président du Centre communal d'action sociale. C'est pourtant une obligation légale.

En dépit de toutes ces difficultés, plus de trente enfants ont été scolarisés, dans les écoles maternelle et élémentaire de Wissous et les collèges à Massy.

Pour eux, pas de car de ramassage ! Qu'à cela ne tienne, depuis la rentrée des classes, chaque jour une quinzaine de trajets (dans les véhicules particuliers des bénévoles) ont été réalisés pour les transporter.

Au sein de leurs établissements, ils ont fait d'énormes progrès, notamment dans la maîtrise de la langue française. Ils ont une vie qui, pour partie, ressemble à celle de tous les enfants de France.

La relative stabilité des familles depuis 6 mois a aussi rendu possible la mise en route de traitements médicaux et bucco-dentaires, l'inscription dans les missions locales pour la formation et l'emploi, l'apprentissage du français.

Pourtant, en accordant au maire de Wissous le concours de la force publique pour une évacuation que l'on dit imminente, le préfet de l'Essonne et la sous-préfète de Palaiseau ont pris la responsabilité d'un terrible gâchis : la scolarisation des enfants sera interrompue voire définitivement arrêtée.

Les disperser loin de Wissous stoppera net et peut-être de façon irrémédiable tous les efforts d'intégration. Pourquoi les expulser en plein hiver, prendre le risque de les condamner à la rue ?

Nous demandons :

- que tous ces enfants puissent sereinement finir l'année scolaire dans leur classe, avec leurs camarades, leurs professeurs, au sein des établissements dans lesquels ils ont, parfois difficilement mais sûrement, pris leur place.
- que soit prise en compte la solution consistant, à court terme, à viabiliser les terrains sur lesquels les familles sont actuellement installées.
- pour le moyen terme, que le projet de village d'insertion auquel travaillent le collectif et l'association Intermèdes Robinson, soit examiné avec toute l'attention requise par les services compétents.
- la prise en compte des six propositions de la charte élaborée par des maires d'Ile de France.

Nous attendons de l'Etat français et des collectivités territoriales qu'ils respectent et fassent respecter les droits fondamentaux des personnes vivant sur le territoire national.

Le 18 février 2016 Le collectif Romeurope Antony-Wissous

*Contacts : Marie Larger – 07 81 20 28 11 rufat.larger@wanadoo.fr
Annie-Laure Hagel – 06 83 82 65 81 annielauhagel@yahoo.fr*